DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN ACTION POUR

L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DES FEMMES

L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE

AQOCI

Femmes du Québec femmes du Tiers Monde des liens à tisser

CQFD

Comité québécois Femmes et développement

Coordination : Fréda Thélusma (AQOCI)
Rédaction (introduction) : Elsa Beaulieu
Révision : Joëlle Sarrailh (AQOCI), Marie Ginette Bouchard et Clara Whyte
Conception visuelle et mise en page : Anne-Marie Lemay-Frenette
Photos de la page couverture :
• en haut, à gauche : Uniterra (Philippe Chevalier), Burkina Faso
• en haut, au centre : Projet Accompagnement Québec-Guatemala (Nicolas Langlois), Guatemala
• en haut, à droite : CECI, Guatemala
• en bas : Uniterra (Niall McKenna), Niger

1001, rue Sherbrooke Est, bureau 540, Montréal (Québec) H2L 1L3
Tél. : 514.871.1086 / Télec. : 514.871.9866
aqoci@aqoci.qc.ca / www.aqoci.qc.ca

Avec l'appui financier de :

Agence canadienne de développement international
Canadian International Development Agency

Imprimé sur du papier contenant 30 % de fibres postconsommation et produit sans chlore.

SOMMAIRE

Introduction 4
Aide internationale pour l'enfance 9
Carrefour canadien international 10
Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-St-Jean 11
Centre d'étude et de coopération internationale 12
Entraide universitaire mondiale du Canada 13
Fondation Paul Gérin-Lajoie 14
Jeunesse Canada Monde 15
Oxfam-Québec 16
Service d'assistance canadienne aux organismes 17
Terre sans frontières 18
Remerciements 19

INTRODUCTION

En lutte et en solidarité pour l'autonomie économique des femmes du monde entier

Qu'est-ce que l'autonomie économique et quelle est son importance pour l'émancipation des femmes ? Cette introduction vise à induire quelques éléments de réponses à cette question, tout en permettant d'explorer quelques-unes des causes fondamentales du désavantage économique des femmes, des raisons pour lesquelles il est impératif de transformer ces situations et quelques-uns des processus et des moyens les plus importants pour y arriver.

Au Nord comme au Sud, il est démontré que l'écart continue de se creuser entre les femmes et les hommes. De plus, les mécanismes fondamentaux d'oppression et d'exclusion des femmes sont remarquablement semblables d'une région du monde à l'autre.

Les causes de la pauvreté et de la vulnérabilité économique des femmes ne sont jamais simples et varient en fonction de multiples facteurs. En effet, il existe des mécanismes créateurs d'inégalités qui affectent la grande majorité des femmes, même s'ils se manifestent sous différentes formes selon les lieux, les époques, les classes sociales et les circonstances concrètes. Un de ces mécanismes est la division du travail selon le genre qui induit des rapports d'inégalités entre les hommes et les femmes. Ainsi, le travail rémunéré des hommes est particulièrement valorisé au détriment de la contribution du travail domestique des femmes. Il a été démontré que même les travaux effectués par les femmes sur le marché du travail, donc ayant une valeur monétaire, sont moins bien rémunérés. Il en résulte des situations de surcharge de travail conjuguées à un désavantage économique systématique. Les inégalités de pouvoir et de privilèges à l'intérieur des ménages sont aussi très souvent au désavantage des femmes et des filles.

> « L'ensemble des tâches non rémunérées, dites féminines, qui assurent la vie et la continuité de la société (travaux domestiques, éducation, soin aux enfants et aux proches) sont des activités économiques qui créent de la richesse et qui doivent être valorisées et partagées. »
>
> **Charte mondiale des femmes pour l'humanité, valeur égalité, affirmation 5**

L'impact des politiques néolibérales

L'appauvrissement des femmes et des groupes sociaux les plus vulnérables de la planète est aussi provoqué par l'essor de politiques néolibérales. Dans les années 1980 et 1990, ces politiques ont exacerbées entre autres la mise en place de programmes d'ajustement structurel imposé aux pays du Sud. Ces programmes, largement dénoncé pour leurs effets délétères sur les conditions de vie des populations pauvres des pays du Sud, en particulier pour les femmes, ont entrainé une baisse significative du pouvoir d'achat des ménages, un appauvrissement général des populations et une accentuation des inégalités. Au cours des années 1990 et des années 2000, alors que les politiques néolibérales s'étendaient à l'ensemble de la planète, des constats plus complexes sont apparus. En effet, à cause du désengagement accru des États et de la privatisation des services publics, il a été démontré que les femmes doivent assumer gratuitement une plus grande part de travail non rémunéré pour assurer le soin aux enfants, aux personnes malades ou en perte d'autonomie. Par ailleurs, elles doivent aussi effectuer plus de travail rémunéré pour absorber l'augmentation des prix des denrées de base et de certains services publics. Ainsi, l'inégalité des revenus qui résulte de ces politiques, accentue la disparité entre les sexes.

L'autonomie économique des femmes ?

En raison de cette pauvreté croissante, la notion d'*autonomie économique des femmes* devient l'une des priorités pour l'amélioration de leur situation. Cette expression évoque plusieurs idées. Tout d'abord, ce concept ramène à la question de la sécurité économique et financière : l'accès à l'argent et à un revenu régulier et prévisible, la possibilité pour les personnes de « planifier en fonction des besoins et des risques futurs et l'assurance que leurs besoins de base »[1] (ainsi que ceux des personnes à charge) soient comblés.

Mais il y a plus : la notion d'*autonomie* évoque un ensemble de conditions qui permettent aux personnes et aux groupes de faire des choix, d'avoir du pouvoir sur leur situation et sur l'organisation de la société. Cela suppose une situation générale qui permette véritablement le respect et l'exercice des droits individuels et collectifs fondamentaux, dont celui à l'autodétermination. Il faut pouvoir penser pour et par soi-même, et remettre en question les bases mêmes des systèmes sociaux, économiques et politiques qui génèrent et entretiennent les inégalités sociales qui favorisent l'exploitation, l'oppression et l'exclusion. Pour exercer leur autonomie économique, les femmes doivent non seulement avoir accès à un revenu suffisant, mais aussi bénéficier de toutes les libertés civiles et être reconnues comme des sujets politiques à part entière, c'est à dire avoir accès à l'éducation et à des services de santé, vivre dans un environnement sain et exempt de violences, avoir le plein contrôle de leur corps, de leur sexualité et de leur vie reproductive[2].

Si la notion d'autonomie englobe toutes ces dimensions, alors pourquoi insister sur l'autonomie *économique* des femmes ? Il s'agit d'une manière de reconnaître que la division du travail selon le genre, place généralement les femmes ou bien dans une situation de dépendance économique vis-à-vis des hommes, ou dans une situation de plus grande vulnérabilité face à la pauvreté, ou les deux. L'autonomie économique des femmes suppose de rompre avec cette situation pour accéder à une émancipation plus générale. À terme, il faut aussi viser la transformation de la division du travail selon le genre et la répartition équitable des travaux domestiques et de soin aux personnes entre les hommes et les femmes. Tant que la « conciliation travail - famille » reposera essentiellement sur les épaules des femmes, elle restera une contrainte majeure à leur autonomie économique.

De plus, il est aussi essentiel de mettre fin aux politiques économiques qui favorisent la concentration de la richesse dans les mains d'une élite économique, au détriment du reste de la population, et qui affectent encore plus négativement et particulièrement les femmes. Il faut viser l'autonomie économique de toutes les personnes et de toutes les femmes. Pour cela, des politiques publiques de redistribution des richesses qui appliquent des principes de solidarité et de justice sociale en faveur des plus pauvres sont indispensables.

L'économie que nous réclamons :

« L'économie d'une société est au service de celles et de ceux qui la composent. Elle est tournée vers la production et l'échange de richesses utiles socialement, qui sont réparties entre toutes et tous, qui assurent en priorité la satisfaction des besoins de la collectivité, qui éliminent la pauvreté et qui assurent un équilibre entre l'intérêt général et les intérêts individuels. Elle assure la souveraineté alimentaire. Elle s'oppose à la recherche exclusive du profit sans satisfaction sociale et à l'accumulation privée des moyens de production, des richesses, du capital, des terres, des prises de décision entre les mains de quelques groupes ou de quelques personnes. »

Charte mondiale des femmes pour l'humanité, valeur de solidarité, affirmation 5

Empowerment des femmes et projets de coopération internationale

Jusqu'à ce que l'approche Femmes et développement soit mise de l'avant par des féministes au début des années 1970, les projets de développement s'étaient adressés exclusivement aux hommes. Cela avait eu pour effet de renforcer leur pouvoir économique et de leur donner le contrôle exclusif des technologies introduites ainsi que des revenus monétaires engendrés. L'approche Femmes et développement visait surtout à reconnaître que les femmes sont des actrices économiques, et à les intégrer au processus de développement. L'une des principales faiblesses de cette approche est qu'elle ne misait pas sur une transformation des rapports entre les sexes. C'est pourquoi, au cours des années 1980 elle a été remplacée par une nouvelle approche plus holistique, baptisée Genre et développement. Celle-ci, encore utilisée aujourd'hui, cherche à prendre en compte l'ensemble des dimensions de la vie des femmes et à rendre les stratégies de développement plus émancipatrices.

Un des concepts utilisés pour rendre compte des processus d'émancipation générés par des interventions de développement s'adressant aux femmes est celui d'*empowerment*[3], qui désigne l'acquisition de pouvoir sur sa vie et sur ses conditions de vie. Ce concept pourrait aussi se définir comme suit : « un processus par lequel, au moyen de leur lutte contre l'oppression, les actrices et acteurs sociaux augmentent individuellement et collectivement leur pouvoir, c'est-à-dire leur autonomie et leur contrôle sur leur propre vie et dans la société. »[4]

L'approche Genre et développement est manifeste dans les projets présentés dans cette brochure. En effet, ceux-ci misent sur des stratégies qui agissent à plus d'un niveau, visant à créer une spirale positive : renforcer les capacités des femmes par la formation, puis leur donner l'occasion de pratiquer de nouvelles activités qui seront d'une part une source de revenus, et d'autre part leur permettront d'exercer un rôle de leadership dans leurs communautés. Ainsi, ces projets sont susceptibles de contribuer à une plus grande autonomie économique pour les femmes qui y participent ainsi qu'à leur reconnaissance comme sujets et actrices à part entière dans leurs sociétés. Ces projets visent à combler un droit fondamental qu'est celui du droit à une vie digne. C'est pourquoi les organismes de coopération internationale proposent des alternatives et travaillent à mettre sur pied des projets favorisant la création de sources de revenus pour les femmes, mais visant surtout à améliorer les conditions de vie globale de ces dernières.

Solidarité internationale : pensées critiques, luttes politiques

Pour bien comprendre l'importance et l'impact de ces projets de développement, il faut les replacer dans le contexte d'un vaste mouvement mondial de solidarité féministe et de solidarité internationale. Ces mouvements se veulent critiques des inégalités Nord-Sud et de la division sexuelle et internationale du travail qui permettent l'exploitation des pays du Sud au profit de l'enrichissement de ceux du Nord, de l'exploitation financière par des politiques néolibérales qui ne font qu'aggraver les situations des populations et groupes sociaux les plus vulnérables, au premier rang desquels se trouvent les femmes. Ces mouvements visent à créer des liens de solidarité entre les organisations et entre les peuples qui trouvent leur manifestation dans des projets concrets et dans des luttes politiques qui dénoncent l'exploitation et l'oppression et contribuent à une plus grande justice sociale.

Vers des actions mondiales en 2010

La Marche mondiale des femmes est un de ces mouvements de solidarité féministe internationale qui dénonce le patriarcat et le capitalisme et vise la fin de toutes les inégalités et les discriminations, de toutes les oppressions et les exploitations. Elle fut lancée en 2000 lors d'une grande campagne d'actions contre la pauvreté et la violence qui a mobilisé 5 500 groupes de femmes dans 159 pays et territoires. Pour les actions mondiales de 2005, la Charte mondiale des femmes pour l'humanité décrit le monde que nous voulons construire à partir des valeurs d'égalité, de solidarité, de liberté, de justice et de paix. Elle a été rédigée avec la participation directe de 200 groupes de 22 pays et territoires, et a circulé dans un relais mondial, ponctué d'actions publiques dans 53 pays sur tous les continents. D'autres actions mondiales sont en préparation pour 2010, autour de quatre champs d'action qui sont tous reliés aux conditions nécessaires à l'autonomie économique des femmes : le travail des femmes, les biens communs et l'accès aux ressources, la paix et la démilitarisation, ainsi que l'éradication des violences envers les femmes.

Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, tant en ce qui concerne la justice globale qu'en ce qui concerne l'égalité entre les sexes. Les projets de développement s'adressant aux femmes ne composent encore qu'une infime partie des budgets alloués à l'aide au développement. Il est donc essentiel de leur allouer des ressources suffisantes pour assurer leur succès. D'autre part, il est primordial de cesser d'appliquer des politiques économiques qui appauvrissent les populations et favorisent la privatisation des services publics. Les projets présentés dans cette brochure montrent pourtant qu'il est non seulement possible, mais souhaitable, de mettre en œuvre des stratégies de développement qui favorisent la démocratie participative, l'égalité entre femmes et hommes, jeunes et vieux, pays du Sud et du Nord. La force de cette stratégie réside dans la qualité des projets, leur créativité dans l'application de principes d'autogestion, de participation et de justice sociale.

Unissons-nous pour la justice globale et pour l'autonomie économique des femmes !

[1] Forum des ministres responsables de la Condition féminine, « L'autonomie et la sécurité économique des femmes », Condition féminine Canada, mars 2001, p. vi

[2] Voir aussi l'argumentaire de la Campagne pour l'autonomie économique des femmes 2007-2008 de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes : http://www.ffq.qc.ca/actions/17-octobre-2007/17-octobre-2007.html

[3] Voir : Rowlands J. (1997) *Questioning Empowerment. Working with Women in Honduras.* Oxford : Oxfam Royaume-Uni et Irlande, 178 pp.

[4] Voir : Dagenais, H., Piché D. (1994) Femmes, féminismes et développement, McGill - Queen's University Press, 440 pp.

AIDE INTERNATIONALE POUR L'ENFANCE (AIPE)

Titre du projet : Projet de prévention du travail des enfants et de la servitude pour dettes dans les villages de pêcheurs de l'Andhra Pradesh

Pays d'intervention : Inde

Nom du partenaire du projet : Association for Rural Development and Action Research (ARDAR)

Appui aux femmes marginalisées pour lutter contre l'exploitation des enfants

Nos interventions des dernières années nous ont permis de constater l'ampleur du phénomène du travail des enfants. Afin de lutter contre ce fléau, nous avons mis en place un programme de prévention qui intervient directement sur ses causes, telle que la pauvreté des familles.

Le contexte de pauvreté extrême entraîne les familles à faire travailler leurs enfants. La moindre dépense hors de l'ordinaire les mène dans le cercle infernal de l'endettement. Les familles les plus vulnérables sont celles dirigées par des femmes marginalisées. L'AIPE a donc démarré un programme de micro-crédit afin de soutenir financièrement ces femmes et leur permettre d'augmenter leurs revenus de façon durable, de sortir du cycle de pauvreté et de mettre fin au travail des enfants.

Crédit photo : Christine Durocher

Christine Durocher, vice-présidente de l'AIPE, écrit suite à une rencontre : *« Je suis ravie de constater que les femmes prennent facilement la parole, elles ont beaucoup d'assurance. Nous espérons que ces femmes seront porteuses de changement dans leur village, et à voir leur fougue lors de la discussion, on y croit. »*

CARREFOUR CANADIEN INTERNATIONAL (CCI)

Titre du projet : Coopérative de beurre de karité : COPROKAZAN.

Pays d'intervention : Mali

Nom du partenaire du projet : Association malienne pour la promotion des jeunes

Promotion économique des femmes

Depuis 2000, CCI appuie un groupe de femmes au Mali. Déterminées à améliorer leurs conditions de vie, les femmes de la Commune de Zantiébougou au Mali ont mis sur pied en 2005 une Coopérative de productrices de beurre de karité, COPROKAZAN. Celle-ci couvre aujourd'hui 16 villages et compte 259 membres, dont 256 femmes.

L'intérêt de ce projet est de faire en sorte que les femmes, regroupées en coopérative, puissent avoir une plus grande force de négociation pour vendre leurs produits. Il leur permet de développer leur confiance, de renforcer leurs compétences professionnelles et d'être davantage valorisées dans leur milieu. Par ailleurs, les techniques de fabrication acquises leur permettent aujourd'hui de rentabiliser la coopérative et ainsi d'augmenter leurs revenus. Grâce à la motivation de ces femmes et au respect des normes de qualité, elles exportent maintenant leurs produits au Québec. Par ce type d'initiatives, ces femmes exercent un plus grand leadership dans leur communauté.

Crédit photo : CCI

Projet financé par

Relations internationales Québec

Agence canadienne de développement international

Canadian International Development Agency

CENTRE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN (CSI-SLSJ)

Titre du projet : Femmes autochtones du canton de Colta et de la province du Chimborazo

Pays d'intervention : Équateur

Nom du partenaire du projet : CEDIS

Femmes indigènes, actrices du développement local

Les femmes autochtones de l'Équateur sont fortement marginalisées. Pauvreté (90 % dans les communautés visées), violence, faible niveau d'éducation (en moyenne 2 ans), analphabétisme (54 % chez les femmes) et faible représentativité dans les instances décisionnelles font partis de leur réalité. Pour freiner cette situation, le CSI appuie le CEDIS depuis 2003 pour mettre de l'avant des actions qui contribuent à une distribution plus équitable des opportunités sociales et économiques. Le présent projet intervient autour de deux aspects centraux :

- assurer la présence des personnes démunies dans les milieux d'influence ;
- garantir aux personnes démunies l'accès à des moyens et ressources de production, afin de donner les outils nécessaires à l'empowerment des personnes pour l'amélioration de leurs capacités humaines, condition fondamentale de développement.

Crédit photo : CEDIS

Pour ce faire, 17 organisations de femmes et une organisation provinciale reçoivent des formations et du soutien technique pour augmenter leur pouvoir d'intervention, 519 femmes sont appuyées pour bonifier leur jardin familial et seront formées pour améliorer leur production ovine. Finalement, des caisses d'épargnes et de crédits des groupements de femmes sont renforcées.

L'objectif de ce projet est donc que les femmes rurales du canton de Colta et de la province du Chimborazo deviennent des actrices du développement local, politique et économique et qu'elles améliorent ainsi leur qualité de vie.

Projet financé par : Relations internationales Québec

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPERATION INTERNATIONALE (CECI)

Titre du projet : Programme Karité
Pays d'intervention : Burkina Faso, Mali, Niger, Guinée

Depuis 50 ans, le CECI renforce l'autonomie financière des femmes du Sud

La lutte à la pauvreté est au cœur des actions du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI). Par exemple, le CECI participe à l'autonomie financière et l'émancipation de milliers de femmes productrices de beurre de karité au Burkina Faso, au Mali, au Niger et en Guinée. La transformation du karité est une activité traditionnellement réservée aux femmes. Le CECI appuie les organisations de productrices pour qu'elles retirent des bénéfices supplémentaires de la commercialisation du beurre de karité. Des volontaires du programme Uniterra sont mobilisés chaque année pour travailler sur le terrain avec les organisations de productrices. Les formations et l'accès à de nouvelles technologies permettent aux femmes de produire un beurre de karité de meilleure qualité, et ainsi, d'en retirer un meilleur prix. Pour en connaître davantage sur les actions du CECI dans la filière karité et ses impacts sur les femmes productrices, procurez-vous le film « Karité : l'arbre du changement pour les Africaines ». Info : carmenh@ceci.ca

Crédit Photo : Amélie Binette, volontaire Uniterra. Amélie s'est rendue au Mali en 2006 afin d'appuyer les 800 femmes membres de la Coopérative de productrices de beurre de karité de Siby (COOPROKASI).

Projet financé par

Agence canadienne de développement international | Canadian International Development Agency

ENTRAIDE UNIVERSITAIRE MONDIALE DU CANADA (EUMC)

Titre du projet : Interventions en autonomie économique des femmes
Pays d'intervention : Afghanistan, Balkans, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Ghana, Guatemala, Guinée, Malawi
Nom du partenaire du projet : CECI

EUMC : l'autonomie des femmes sur 3 continents

L'EUMC fait la promotion de l'égalité entre les sexes à travers le monde. Appliquée dans l'ensemble de nos projets et particulièrement dans notre programme de coopération internationale Uniterra, l'égalité entre les sexes est une priorité pour notre organisation. Nous travaillons avec des partenaires en Afghanistan, dans les Balkans, en Bolivie, au Botswana, au Burkina Faso, au Ghana, au Guatemala, en Guinée et au Malawi.

L'EUMC cherche à renforcer les capacités des femmes, leur savoir et savoir-faire, pour qu'elles acquièrent plus d'autonomie. Un bon exemple est le Guatemala où nous travaillons à augmenter la participation des femmes dans les réseaux de commerce équitable en leur donnant les outils pour améliorer la gestion de leur artisanat et pour s'investir dans divers projets de développement communautaire.

Nos interventions ne s'adressent pas qu'aux femmes puisque nous croyons que l'implication des hommes donne une chance privilégiée aux femmes de leur démontrer les bienfaits de leur autonomie sur la communauté toute entière.

Crédit photo : Myriam Fehmiu, volontaire Uniterra

Projet financé par

Agence canadienne de développement international | Canadian International Development Agency

FONDATION PAUL GÉRIN-LAJOIE (FPGL)

Titre du projet : Projet intégré pour la promotion des femmes chefs de famille et de leurs enfants (PIPROFE)
Pays d'intervention : Bénin
Nom du partenaire : L'ONG APRETECTRA

De nouvelles compétences pour les femmes de Grand-Popo

Le Projet intégré pour la promotion des femmes chefs de famille et de leurs enfants (PIPROFE), de la Fondation Paul Gérin-Lajoie, a débuté en septembre 2006. Il vise à améliorer les conditions socio-économiques des femmes monoparentales de la commune de Grand-Popo, au Bénin, afin qu'elles puissent sortir de leur marginalité et pourvoir à l'éducation de leurs enfants.

Durant la première année d'activité du PIPROFE, des assemblées générales de groupements de femmes chefs de famille et des comités de gestion ont été mis en place dans les 15 villages ciblés par les activités du projet. De plus, lors de la première phase du projet, les femmes membres de ces groupements ont reçu des cours d'alphabétisation initiale ainsi que des formations en gestion organisationnelle, administrative, financière et comptable.

Crédit photo : Fondation Paul Gérin Lajoie

Durant la seconde phase du PIPROFE, des micros crédits seront alloués aux femmes de la commune de Grand-Popo pour leur permettre d'instaurer dans leur village des activités génératrices de revenus et ainsi favoriser le retour à l'école de leurs enfants.

Projet financé par

Relations internationales Québec

JEUNESSE CANADA MONDE (JCM)

Titre du projet : Moisson Dakar
Pays d'intervention : Sénégal
Nom du partenaire du projet : Syto-Sénégal

D'anciens participants de JCM fondent Moisson Dakar, au Sénégal

Avec l'appui financier de l'ACDI, Jeunesse Canada Monde a lancé un programme de bourses dans le but d'aider de jeunes Africains ayant récemment pris part au programme éco-leadership de Jeunesse Canada Monde. Mené de 2004 à 2007, le programme éco-leadership était un projet trilatéral impliquant des jeunes du Canada et de deux pays d'Afrique, avec un focus sur l'environnement, la conservation de la biodiversité et le développement communautaire.

Crédit photo : www.francophonie.org

Le programme de bourses avait pour objectif d'aider les jeunes Africains à tirer profit de leurs compétences pour mettre sur pied des petites entreprises pertinentes pour leur communauté.

Parmi les projets soumis par les anciens participants de 12 pays africains, soulignons celui de Moisson Dakar, créé afin d'inciter les femmes du quartier *Làmb Joola*, à Dakar, à participer activement à l'amélioration de leur condition de vie et à leur sécurité alimentaire.

Moisson Dakar a pour objectif de fournir l'accès à des produits alimentaires à prix abordables et de fournir de l'information aux femmes sur divers sujets : maladies transmises sexuellement et VIH/sida, micro-finance, planification familiale et scolarisation des filles, entre autres.

Projet financé par

Agence canadienne de développement international
Canadian International Development Agency

OXFAM-QUÉBEC

Titre du projet : Gestion des déchets solides ménagers (GDSM)
Pays d'intervention : Bénin
Nom du partenaire du projet : ACDI

Les femmes récupératrices au Bénin

Cotonou connaît un problème majeur de pollution et d'insalubrité causé par l'accumulation des déchets. Dans le cadre du projet GDSM, plus de 500 femmes contribuent à l'amélioration des conditions d'assainissement de la ville. Cette activité leur permet de renforcer leurs capacités et de générer des revenus, tout en jouant un rôle actif et reconnu au sein de leur communauté. Le projet vise l'autonomisation des femmes par l'exploitation d'un centre de récupération et la mise en place d'un programme d'éducation et de formations professionnelles. « Le revenu journalier de la femme gbobèto est passé de 150 fcfa (0,37 $) à 1 250 fcfa (3,12 $). […] Toutes ces femmes sont désormais respectées dans nos marchés. Elles arrivent à subvenir un tant soit peu à leurs besoins, à ceux de leurs enfants et même de leurs maris », explique Jacqueline Djidonou, responsable de la composante « femmes récupératrices » et animatrice pour le projet.

Crédit Photo : Oxfam-Québec

Projet financé par

Agence canadienne de développement international | Canadian International Development Agency

SERVICE D'ASSISTANCE CANADIENNE AUX ORGANISMES (SACO)

Titre du projet : Appui durable au développement économique pour répondre aux besoins des femmes du Sénégal
Pays d'intervention : Sénégal
Nom du partenaire du projet : Centre National d'Assistance et de Formation pour la Femme (CENAF)

SACO collabore à l'autonomisation des femmes au Sénégal

Globalement, le travail de SACO s'articule autour de deux principaux secteurs : le développement du secteur privé et la promotion de la bonne gouvernance. À travers ses différentes interventions, SACO vise à appuyer les initiatives génératrices de revenus et qui accroissent les capacités de production, ce qui inclue un plus grand contrôle des activités économiques par les femmes. Un exemple du travail de SACO en cette matière est sa collaboration avec le Centre National d'Assistance et de Formation pour la Femme (CENAF) au Sénégal.

Ayant pour objectif la lutte à la pauvreté, le CENAF et ses ramifications départementales (CEDAF) visent la promotion sociale et économique de la femme sénégalaise : le moyen utilisé pour ce faire est un vaste programme de formation, élaboré en tenant compte des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des femmes. Ces formations seront disponibles dans toutes les régions du Sénégal et visent le renforcement des capacités des femmes en termes d'autonomisation politique et économique.

Légende Photo : De g. à d. : Mouhamadou Leye, Représentant de SACO au Sénégal, Apollinaire Ihaza—Dir. Afrique, Mme Awa Ndiaye—Ministre Famille et Entrepreneuriat Féminin, Jeffrey Edelson—Dir. Europe, CV Viviane Coudé et Mme Nafissatou Fall Ndiaye— Dir. CENAF.

Projet financé par

Agence canadienne de développement international | Canadian International Development Agency

TERRE SANS FRONTIÈRES (TSF)

Titre du projet : Projet Dungu
Pays d'intervention : République démocratique du Congo
Nom du partenaire du projet : Centre de promotion féminine de Dungu

Femmes d'affaires à Dungu, en République démocratique du Congo

Dans une région comme celle du Haut-Uele, en République démocratique du Congo, l'enclavement représente un frein certain au développement. Pour augmenter leur pouvoir économique, les gens doivent soit se lancer dans l'import/export régional de biens essentiels, en entreprenant de longs et périlleux voyages sur des pistes défoncées, ou combler sur place une demande du milieu.

C'est vers cette deuxième possibilité que s'est tourné le Centre de promotion féminine de Dungu, en acquérant une décortiqueuse à riz, grâce au soutien financier de l'Agence canadienne de développement international et de la Fondation internationale Roncalli.

En empruntant cette avenue, le Centre de promotion féminine de Dungu compte non seulement permettre aux femmes d'augmenter leur pouvoir économique, mais aussi améliorer leurs conditions de travail par une réduction des tâches.

Crédit photo : Terre sans frontières

Opérant six jours sur sept depuis maintenant huit mois, la décortiqueuse est à ce point sollicitée que le groupe a engrangé des profits d'environ 2 500 $, tout en assurant le bon fonctionnement des installations.

Les femmes ont même réussi à trouver des acheteurs pour le son de riz. Face à ce succès, le Centre de promotion féminine de Dungu, qui regroupe une centaine de femmes, souhaite maintenant installer un moulin au centre de la ville.

Projet financé par

Agence canadienne de développement international
Canadian International Development Agency
Fondation Internationale Roncalli

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les organisations ayant contribué à la réalisation de ce document. Les renseignements au sujet de leurs projets illustrent de manière concrète l'importance d'initiatives favorisant l'autonomie économique des femmes.

Aide internationale pour l'enfance

Carrefour canadien international

Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-St-Jean

Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)

Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC)

Fondation Paul Gérin-Lajoie

Jeunesse Canada Monde

Oxfam-Québec

Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO)

Terre sans frontières

Nous tenons également à remercier Citoyens du monde en action pour leur appui dans ce projet.

1001, rue Sherbrooke Est, bureau 540, Montréal (Québec), H2L 1L3
Tél. : 514.871.1086 / Télec. : 514.871.9866
aqoci@aqoci.qc.ca / www.aqoci.qc.ca

AQOCI

Femmes du Québec
femmes du Tiers Monde
des liens à tisser
CQFD
Comité québécois Femmes et développement